

Revoilà le spectre d'une pénurie de lait

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4250 - Mercredi 16 août 2017 - Prix : 10 DA

JS Kabylie



Rahmouni secoue ses joueurs

Page 23

50 morts et plus de 1 900 blessés en une semaine

Un été meurtrier sur les routes

Page 2

Le pacte de non-agression passé à Paris entre Al Sarraj et Haftar

Par Mohamed Habili

Maintenant qu'on dispose d'un peu de recul par rapport à la rencontre de Paris d'il y a quelques jours, entre Fayaz Al Sarraj et le maréchal Khalifa Haftar, on peut mieux voir que pour tout accord passé entre eux à cette occasion, il ne s'est agi en réalité que de convenir d'une seule chose, à savoir de ne pas se faire directement la guerre, sous aucun prétexte et quoi qu'il arrive. Des dix points que comporte non pas à vrai dire leur accord mais le communiqué final sanctionnant leurs échanges, parrainés par le président français en personne, aucun ne porte explicitement sur cet engagement, mais il est là en filigrane dans chacun d'entre eux comme dans leur ensemble. Deux d'entre eux semblent y faire allusion de façon plus nette ou plus franche, relatifs respectivement au cessez-le-feu censé entrer dès ce moment en vigueur, et à l'organisation d'élections dans les meilleurs délais, mais comme ils sont déjà en eux-mêmes d'une grande imprécision, ils ajoutent à la confusion plutôt qu'ils n'y pallient. Il ne peut y avoir un accord sur l'arrêt des hostilités entre deux camps qui ne sont pas en guerre, qui ne l'ont jamais été.

Suite en page 3

Bouteflika met fin aux fonctions de Tebboune

Ahmed Ouyahia nommé Premier ministre



Hier, le Président Bouteflika a mis fin aux fonctions du Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, et nommé Ahmed Ouyahia à sa place. «En application de l'article 91, alinéa 5 de la Constitution, son Excellence M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République, a mis fin, ce jour (hier), aux fonctions de Premier ministre, exercées par M. Abdelmadjid Tebboune», est-il écrit dans le communiqué de la Présidence de la République. Lire page 3

Pour le financement de 8 projets de transport

L'Algérie a reçu 760 millions de dollars de la BAD

Page 5

Rencontre internationale d'art contemporain d'Alger

Plus de quarante pays représentés

Page 13

Les commerçants incapables d'expliquer les raisons de la crise

Revoilà le spectre d'une pénurie de lait

■ La crise du lait pasteurisé en sachet semble ne pas connaître sa fin. Après le pain, le lait, produit consommé par les citoyens aux revenus modestes, a déserté le marché au cours de ces derniers jours.

Par Meriem Benchaouia

Malgré la volonté affichée par le gouvernement pour développer la filière du lait cru et minimiser cette crise qui frappe régulièrement le marché, la pénurie perdure. L'exacerbation de la crise est devenue insupportable pour de nombreux citoyens. La situation s'enlise car la production nationale demeure insuffisante, comparée à la forte demande, et ceci malgré toutes les initiatives émanant des autorités pour améliorer cette filière. Pour voir de près, nous nous sommes rapprochés hier de plusieurs magasins d'alimentation générale à Alger. De nombreux espaces commerciaux font face à une perturbation dans l'approvisionnement en lait pasteurisé en sachet, a-t-on constaté. La quasi-totalité des vendeurs approuvaient un défaut lié à la distribution et la production de cette matière. Habituellement approvisionnés plusieurs fois par jour, des épiciers se disent eux-mêmes incapables d'expliquer cette pénurie. «Le lait en sachet est devenu, ces derniers jours, une denrée rare», a affirmé un commerçant. Selon lui, il n'y a que quelques épicerie de la ville qui continuent à le commercialiser, mais sans pou-



voir satisfaire la demande des consommateurs. Ce produit de première nécessité se fait désirer, et l'explication à cette situation est selon certains commerçants, le départ en congé des employés. D'autres parlent de l'éventuel détournement par les producteurs de la poudre de lait subventionnée. Face à la hantise de la crise, certains pères de famille n'ont d'autre choix que d'acheter, aux premières lueurs du jour, dix à quinze sachets de lait chez les commerçants qui reçoivent une quantité insuffisante. Ainsi, hier matin, dans plusieurs épicerie de la

capitale, le lait en sachet n'était plus disponible alors que les clients attendaient en file. «Nous recevons une quantité limitée par jour, quantité qui est en-deçà de la forte demande exprimée», nous a confié un vendeur. Néanmoins, pour les citoyens financièrement aisés, le problème d'acquisition du lait ne se pose pas. Ils achètent les briques de lait demi-écrémé à 85 DA, une façon aussi d'atténuer les effets

de la forte demande sur le lait subventionné. Il convient de noter que la production nationale de lait cru enregistre ces dernières années une augmentation notable, toutefois la pénurie persiste et les citoyens continuent de faire la chaîne devant les marchands de lait. Face aux conditions difficiles dans lesquelles se trouve la filière du lait cru, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui, s'est réuni au siège de son département avec les représentants de plusieurs secteurs pour examiner les moyens de promouvoir la production locale de lait et arrêter les mesures nécessaires à même d'assurer une distribution régulière de cette matière, a indiqué un communiqué du ministère. Des professionnels de la filière lait, des représentants des ministères du Commerce, des Finances et de l'Industrie et des Mines, ainsi que des cadres du ministère de l'Agriculture ont pris part à cette réunion au cours de laquelle il a été convenu de la création d'un groupe d'experts chargé d'élaborer des mécanismes visant à promouvoir cette filière, a précisé la même source. M. Bouazgui a appelé les professionnels à «développer cette filière stratégique», soulignant que son département était «prêt à assurer aux professionnels de cette filière, tous les moyens nécessaires pour encourager la production nationale et réduire la facture d'importation». Cette réunion intervient dans le cadre de l'application des mesures arrêtées lors d'une réunion interministérielle sur la filière lait, présidée par l'ex-Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, en juillet dernier. M. B.

50 morts et plus de 1 900 blessés en une semaine

Un été meurtrier sur les routes

Le bilan est tout simplement glaçant. Cinquante décès ont été enregistrés pour la seule période du 6 au 12 août, au niveau national, selon un bilan établi, hier, par les services de la Protection civile. Le décompte macabre se poursuit sur les routes, notamment en cette période estivale. Les accidents n'arrêtent pas d'endeuiller des familles algériennes à cause des usagers qui font preuve d'imprudence et d'irresponsabilité. Une hausse exponentielle des accidents de la route est constatée, notamment dans les grandes villes durant la saison estivale, à travers le territoire national, engendrant ainsi des dégâts matériels et humains. Le bilan de la Protection civile témoigne de l'hécatombe provoquée par la violence routière. Cinquante morts en une semaine, cela sans compter le nombre de blessés qui s'élève à 1 928 sur un total de 1 436 accidents. C'est la wilaya d'Alger qui déplore le bilan le plus lourd avec dix personnes décédées et 164 autres blessées.

Malgré les campagnes de sensibilisation au respect du code de la route pour réduire le nombre d'accidents routiers, chaque jour on enregistre des drames qui ont pour cause principale le facteur humain, (manque de civisme, non-respect du code de la route, conduite en état d'ébriété, excès de vitesse,...), selon le constat des services de sécurité. Le facteur humain est à l'origine de plus de 90% des accidents de la route, du fait des dépassements dangereux, de l'excès de vitesse et du non-respect du code de la route. En plus des accidents dus au fait d'utiliser le téléphone au volant, il y a

aussi ceux causés par des défaillances techniques et la vétusté des véhicules. Les mesures de prévention prises par les différents intervenants dans la sécurité routière et les modifications apportées au code de la route, avec le durcissement du contrôle technique, n'ont pas apporté les résultats escomptés afin d'atténuer ce mal qui continue à faire des victimes.

La nouvelle loi sur la sécurité routière ainsi que le permis à points sont entrés en vigueur. Le nouveau code de la route introduit plusieurs mesures visant à durcir les sanctions contre les délits de la route, notamment le permis à points. Mais l'application de ce dernier qui devait réduire l'hécatombe tarde à voir le jour.

Le renforcement de la sécurité et de la prévention routière par la sensibilisation et l'installation d'un millier de radars sur les routes n'auront pas suffi. Les radars sont repérés par les conducteurs. Le principal défi réside dans le changement des mentalités et des comportements dans notre société.

En plus de mesures techniques visant à maintenir la répression, il est vital d'inculquer la culture de la prudence routière au niveau des auto-écoles ainsi que les écoles pour que la prudence sur la route devienne un réflexe quotidien.

Par ailleurs, les secours de la Protection civile ont effectué 3 350 interventions pour l'extinction de 2 528 incendies urbains, industriels et autres. Durant la même période, plus de 4 000 opérations d'assistance aux personnes en danger ont été effectuées, ajoute la même source.

Louiza Ait Randane


RENAULT
 Passion for life

Chez Renault,
l'après-vente vous
redonnera le sourire



OPTEZ POUR LE PARE-BRISSE D'ORIGINE
 UNE MEILLEURE VISION POUR UNE SÉCURITÉ OPTIMALE




Bouteflika met fin aux fonctions de Tebboune

Ahmed Ouyahia nommé Premier ministre

■ Hier, le Président Bouteflika a mis fin aux fonctions du Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, et nommé Ahmed Ouyahia à sa place. «En application de l'article 91, alinéa 5 de la Constitution, son Excellence M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République, a mis fin, ce jour (hier), aux fonctions de Premier ministre, exercées par M. Abdelmadjid Tebboune», est-il écrit dans le communiqué de la Présidence de la République qui précise qu'«en application des mêmes dispositions constitutionnelles, et après consultation de la majorité parlementaire, le Président de la République a nommé M. Ahmed Ouyahia, Premier ministre».

Par Lynda Naili

Cette information, tombée hier en milieu d'après-midi, a pour beaucoup été une surprise car nul ne s'attendait à un limogeage aussi immédiat du désormais ex-Premier ministre qui rentrait de son congé. Un congé durant lequel Tebboune a été vivement critiqué par certains médias qui ont attisé le feu de la polémique notamment pour sa rencontre avec son homologue français. Ouvrant ainsi la voie à des critiques virulentes à propos des décisions qu'il avait prises en vue notamment de la moralisation de la vie publique. Ce qui lui a attiré les foudres du patronat et de l'UGTA. Toutefois, Tebboune qui, dans la présentation du plan d'action de son gouvernement en juin dernier avait appelé à l'organisation d'une large consultation avec les différents acteurs politiques et sociaux pour l'évaluation de la politique du soutien social, passera outre ces critiques et convoque une réunion le 30 juillet dernier pour préparer la prochaine tripartite qui se tiendra le 23 septembre 2017 à Ghardaïa. Durant cette réunion préparatoire l'ayant regroupé avec les partenaires du Pacte national économique et social de croissance (UGTA et Patronat), Tebboune avait donné la date butoir de fin août pour établir



l'ordre du jour de la tripartite de Ghardaïa. A ce sujet, il avait soutenu qu'«il est hors de question (pour le pays) de recourir à l'endettement extérieur». «Nous ne voulons même pas y penser, ajoutera-t-il, nous refusons hypothéquer notre souveraineté quelle que soit la situation, et ce sont là les instructions du président de la République». Et de poursuivre que «face aux déséquilibres macroéconomiques dans le contexte du recul des recettes pétrolières, nous allons compter sur nos capacités, petites ou grandes soient-elles». Ainsi, a-t-il dit, la prochaine tripartite devra



traiter «obligatoirement» les bilans des actions engagées auparavant, pour évaluation, ainsi que «l'actualité économique et les futures actions à entreprendre, de part et d'autre, pour une nouvelle démarche économique». Annonçant «une rentrée sociale calme», Tebboune s'adressant à ses interlocuteurs avait assuré que le patronat «constitue pour le gouvernement un partenaire indissociable dans la croissance économique». Ceci non sans saluer le rôle «stabilisateur» que joue l'UGTA au sein du monde de travail. Nommé le mercredi 24 mai



dernier en remplacement de Abdelmalek Sellal, Abdelmadjid Tebboune a présidé son dernier Conseil des ministres le 31 juillet dernier consacré à l'examen du dossier relatif au montage industriel des véhicules automobiles.

Ceci étant, à ce retour surprise de Ahmed Ouyahia, Conseiller à la présidence et secrétaire général du RND, et aussi plusieurs fois chef de gouvernement et Premier ministre de 1995 à 2012, doit-on s'attendre à une nouvelle composante du gouvernement, sachant que l'actuel comporte des nominations récentes. L. N.

— Université d'été Front Polisario/République arabe sahraouie démocratique —

Pour une autre stratégie obligeant un retour aux négociations

L'expert en questions sécuritaires et stratégiques, Ahmed Mizab, a estimé, avant-hier à Boumerdès, que la force pressante engendrée par la puissance douce constitue actuellement le seul véritable mécanisme réaliste susceptible d'obliger l'occupant marocain à revenir à la table des négociations avec les Sahraouis, et de mettre fin au statu quo caractérisant la cause depuis un certain temps.

Dans une communication sur les enjeux de la question du Sahara occidental dans le contexte international et régional, animée au titre des travaux de la 8^e université d'été des cadres du Front Polisario et de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), D' Mizab a souligné l'impératif d'adopter une stratégie de combat basée sur la puissance douce, en tant

que moyen de pression diplomatique pour affronter la politique de l'occupant marocain, qui, lui, gère la crise par l'intrigue et la manipulation. Le conférencier, également président de la Commission algéro-africaine pour la paix et la réconciliation, considère que la puissance douce est une véritable arme, que les Sahraouis se doivent d'exploiter à bon escient, en vue de gagner l'opinion publique internationale et la mobiliser au profit de leur cause. Il a cité parmi les alternatives offertes par cette puissance douce, la force de négociation en s'appuyant sur une armée d'informaticiens et d'hommes de presse susceptibles de faire la promotion de la cause sahraouie auprès des diplomates et des élites mondiales. Il faut, aussi, gagner la bataille du pillage des res-

sources sahraouies en y mettant un terme, car il s'agit d'un enjeu d'importance dans le contexte socio-économique actuel, a indiqué le D' Mizab, appelant, également, le peuple sahraoui à batailler sur le front des droits de l'homme, car c'est un facteur de pression qui peut jouer en faveur de sa cause.

A son tour, D' Omar Seddouk (conférencier en droit international à l'université de Tizi-Ouzou) a rappelé dans sa communication intitulée «Droit des peuples à l'autodétermination dans le droit international : cas du peuple sahraoui», l'échec depuis plus de 50 ans de toutes les tentatives d'application du droit à l'autodétermination dans le territoire du Sahara occidental. Après avoir soutenu l'inscription du règlement du conflit sahraoui par référendum au titre des questions de

droit international au volet du règlement pacifique des conflits mondiaux et de l'application du droit des peuples à l'autodétermination, il a souligné l'engagement fait par tous les Etats d'appliquer les résolutions de l'article 38 du Statut de la Cour permanente de justice internationale portant sur les principes généraux du droit dans la jurisprudence internationale. Déplorant que les entraves faites par le régime marocain à la cause sahraouie aient retardé l'application de telles résolutions, il a affirmé le devoir incombant (légalement) au Conseil de sécurité des Nations unies de prendre des mesures immédiates pour consacrer l'application véritable du droit des peuples à l'autodétermination. Lina N.

LA QUESTION DU JOUR

Le pacte de non-agression passé à Paris entre Al Sarraj et Haftar

Suite de la page une

Les forces relevant de l'un et de l'autre ne sont certes pas à l'arrêt, mais contre les groupes terroristes reconnus par les deux camps comme tels, et présents dans leurs juridictions respectives. Tobrouk n'étant pas en guerre contre Tobrouk, il n'y a pas beaucoup de sens à ce que Haftar et Al Sarraj conviennent d'un cessez-le-feu. Ce que pourtant ils ont fait à Paris. C'est qu'ils ont pris le parti de ne pas se parler franchement, mais de dire une chose pour en signifier une autre. Le cessez-le-feu sur quoi ils se sont mis d'accord vaut en réalité engagement à ne pas régler à l'avenir leurs différends par les armes, c'est-à-dire à ne pas prendre prétexte de ce que les groupes terroristes soient en perdition pour entrer directement en guerre l'un contre l'autre. Or cette précision, qui a manqué dans leur accord, ne suffit pas pour bien comprendre de quoi il a été véritablement question entre eux. Cet engagement à ne jamais recourir aux armes vaut bien plus pour le camp le plus à même de lancer une offensive contre l'autre que pour celui qui songe tout au plus à se défendre le cas échéant. Ce camp le plus à même d'envahir le territoire de l'autre, dans l'intention d'imposer son autorité à l'ensemble du pays, et par là même de mettre fin à la crise libyenne, et qui de plus a déjà proféré cette menace, ce n'est pas celui de Tripoli, mais celui de Tobrouk, qui pense sinon en avoir déjà les moyens du moins d'être capable de les réunir dans un délai relativement court. En l'occurrence, donc, c'est plutôt lui qui s'est engagé à Paris à ne rien entreprendre de tel. A Paris, c'est Haftar qui a assuré Al Sarraj que ces forces ne voudraient pas entrer dans Tripoli. Cela dit, Al Sarraj ne se serait pas trouvé sans défense dans ce cas de figure, sachant que ces mêmes puissances qui avaient inversé Kadhafi, et qui deux années plus tard l'avaient placé lui à la tête du gouvernement dit d'union nationale, seraient venues à sa rescousse de toute façon. Autant dire, donc, que Haftar s'est engagé à ne pas lancer son armée sur Tripoli d'autant plus volontiers qu'il sait que cette entreprise est vouée à l'échec. Reste maintenant l'autre point convenu entre eux : l'organisation d'élections dans les meilleurs délais. Qui ne voit qu'il vient en complément du premier ? Si deux camps sont d'accord pour ne pas recourir aux armes, c'est qu'ils sont pour une solution politique. Et s'ils sont pour une solution politique, c'est qu'ils sont pour la tenue d'élections. Mais où l'on voit qu'en fait ils ne sont encore d'accord sur rien, qu'ils n'ont fait que passer un pacte de non-agression militaire, c'est qu'ils se sont bien gardés de donner une date précise pour ces élections. M. H.

Mouton de l'Aïd

Baisse sensible des prix et amélioration de la qualité

■ A trois semaines de l'Aïd El Kebir, les prix du mouton ont baissé de près de 5 000 DA la tête par rapport à l'année dernière, a constaté, avant-hier l'APS, auprès des vendeurs localisés à Alger et Blida.

Par Dalila H.

Dans les marchés de Blida, Boufarik, Birtouta, Baba Ali, Saoula, Chebli, El

Feux de forêt 9 morts et 26 personnes arrêtées

LES SERVICES de la Gendarmerie nationale (GN) ont enregistré durant la période allant du 20 juillet au 13 août, 131 feux de forêt à travers 36 wilayas, ayant causé la mort de neuf personnes et des brûlures de troisième degré à 17 autres, alors que 26 individus impliqués dans le départ de ces incendies ont été arrêtés, a indiqué avant-hier un communiqué du commandement de la GN. Selon la même source, ces incendies ont occasionné des pertes considérables avec notamment 11 656 ha de forêt et 159 ha de terres agricoles ravagés et 162 maisons détruites. Plusieurs enquêtes ont été ouvertes par les services de la GN pour déterminer les causes de ces incendies. Elles se sont soldées par l'arrestation de 26 individus à travers neuf wilayas. Ces derniers ont été présentés devant la justice, ajoute la même source qui précise que 54 quintaux et 10 kg de charbon ont été saisis.

Trafic de drogue et port d'armes prohibées à Alger 475 individus arrêtés dans 444 affaires

QUATRE cent soixante quinze individus impliqués dans 444 affaires liées au trafic de stupéfiants et au port d'armes prohibées ont été arrêtés à Alger durant les dix premiers jours du mois d'août, ont indiqué avant-hier les services de la Sûreté d'Alger. A ce titre, les services de la police judiciaire ont traité, durant les dix premiers jours du mois d'août, 122 affaires liées au port d'armes prohibées ayant conduit à l'arrestation de 127 individus, et 322 affaires de trafic de drogues (348 individus arrêtés), portant ainsi le nombre global des affaires traitées à 444 dans lesquelles 475 individus sont impliqués, a précisé le communiqué. Dans le cadre de la lutte contre les parkings anarchiques dans les rues et quartiers d'Alger, les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont recensé, durant la même période, 27 parkings anarchiques. Les personnes impliquées dans cette affaire ont été auditionnées.

R. Z.

Harrach, Bach Djarah, Gué de Constantine et de la place des Fusillés, les prix du bétail varient entre 25 000 et 55 000 DA la tête, à l'exception du mouton dit de «combat» estimé à 100 000 DA voire plus. Selon certains vendeurs approchés par l'APS lors d'une tournée dans des points de vente à Alger, cette baisse est due à l'abondance de l'offre et au recul de la demande par rapport à l'année précédente. L'an dernier, rappelle-t-on, la viande ovine s'est putréfiée après l'abattage, en raison de l'utilisation de compléments alimentaires pour engraisser le bétail par des commerçants saisonniers et ce, à des fins lucratives, selon les résultats des enquêtes effectuées par les services de la Gendarmerie nationale en collaboration avec les services du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Un vendeur à Boufarik (Blida) a indiqué que les mesures prises par les responsables du secteur de l'agriculture ont permis aux éleveurs de vendre leur bétail directement aux citoyens. Il a déploré la cherté des aliments de bétail qui, a-t-il dit, continue d'être un obstacle pour la stabilité des prix en dépit des efforts de l'Office national des aliments de bétail (Onab) pour en assurer la disponibilité. A Birtouta, certains citoyens approchés par l'APS ont fait part de leur satisfaction quant aux prix prati-



qués dans les marchés, affirmant que ces derniers sont accessibles par rapport à l'année précédente, exprimant en revanche leurs craintes concernant la qualité des viandes ovines. Un éleveur de la région a rassuré les clients en affirmant que la tutelle avait chargé des équipes de vétérinaires de prélever des échantillons de têtes de mouton aux fins d'analyse et de contrôle des aliments qui leur sont servis. Le ministère de l'Agriculture avait auparavant annoncé la mise en œuvre d'un programme global de prévention et de sensibilisation au profit des éleveurs pour la protection du cheptel contre les différentes maladies tout au long de l'année, accompagné d'une cam-

pagne de vaccination intense.

Interdiction de la vente anarchique des moutons dans les rues d'Alger

Les marchés de cheptel vers lesquels affluent habituellement les citoyens lors de l'Aïd El Adha et concentrés notamment au niveau des quartiers populaires d'Alger, ne sont plus là, a-t-on relevé. Selon des éleveurs, derrière cette absence, une instruction qui interdit la vente des moutons dans les quartiers et les rues de la capitale et qui fait obligation aux éleveurs de louer des dépôts et des locaux. Pour obtenir l'autorisation de vente de cheptel dans

ces dépôts, les éleveurs doivent prouver leur appartenance à cette filière, en fournissant divers documents, outre l'extrait du certificat de santé du cheptel destiné à la vente. Selon le ministère de l'Agriculture, vingt-trois sites ont été installés pour la vente directe des moutons de l'Aïd El Adha. Des permanences seront également effectuées par les services vétérinaires de wilaya au niveau des APC et des lieux d'abattage, tandis que des brigades mobiles, composées de vétérinaires et de techniciens, effectueront des tournées dans les différents lieux susceptibles d'abriter des abattages notamment en milieu rural pour contrôler et répondre aux besoins et sollicitations des citoyens. Dans un souci de respect de l'hygiène et de la santé publique, les services de la voirie de la wilaya ont été instruits de «récupérer les carcasses et organes saisis ainsi que les détritus (paille, cornes, onglons, buse...) et les acheminer vers des lieux d'enfouissement et d'incinération». Composé de 28 millions de têtes d'ovins, de 2 millions de têtes de bovins et de 5 millions de têtes de caprins, le cheptel national bénéficie d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics qui déploient tous les efforts nécessaires à même d'améliorer et développer la filière des viandes rouges. D. H./APS.

Vente de moutons à Béjaïa

65 marchés et points de vente contrôlés et autorisés

La fièvre de l'Aïd El Adha commence à s'emparer des Béjaïouis. On parle d'achat du mouton et du sacrifice, mais surtout du prix du cheptel qui, il faut le reconnaître, est au-dessus du pouvoir d'achat de plus de la moitié ou plus des Algériens. Le prix du cheptel, cette année, n'est pas trop élevé pour le moment en comparaison à l'an dernier. Mais il ne s'agit que du début de la vente, avant que le rythme des achats et celui de la spéculation augmentent. Tant que la demande n'est pas très forte le prix est stable, nous dit-on. Mais les choses vont changer dans les jours à venir seule-

ment et les prix iront crescendo comme chaque année. Les gens ne se ruent pas encore vers les marchés et points de vente à bestiaux. Ils prennent leur temps, car il reste encore environ 18 jours. Mais la dernière semaine avant l'Aïd sera très particulière en matière de demande et c'est là que les spéculateurs profitent généralement pour hausser les prix. «L'inspection vétérinaire a déjà prévu d'autoriser 65 points de vente de cheptel en prévision de l'Aïd dans 34 communes de la wilaya de Béjaïa» a-t-on appris. Elle compte mobiliser 57 agents au total pour effectuer des

contrôles dans les marchés à bestiaux. Ces agents sont répartis sur 8 brigades, dont 7 à Béjaïa et 1 à Akbou, pour contrôler l'arrivée des bovins, ovins et caprins et leur vente dans les points et marchés à bestiaux. Une cellule de coordination sera installée également pour signaler et coordonner les actions de contrôle du cheptel à travers la wilaya, ceci en coordination avec la police et la gendarmerie qui ont un très grand rôle dans le contrôle du transport et de la bonne santé du cheptel. Les vétérinaires mobilisés aussi pour cette opération auront la mission de contrôler les certificats de trans-

port et celui de bonne santé du cheptel. Un projet d'arrêté est d'ores et déjà sur la table du wali pour adoption et signature, a-t-on appris ces jours-ci. Des numéros de téléphone sont mis à la disposition des citoyens pour signaler les dépassements et il est conseillé à ceux qui veulent accomplir le sacrifice cette année d'acheter leurs moutons au niveau des points et marchés à bestiaux autorisés et contrôlés par les vétérinaires de la direction de services agricoles.

H. Cherfa

Port de Cherchell et travaux d'extension du métro d'Alger

Le retard dans les délais de réalisation suscite la colère de Abdelghani Zalene

Abdelghani Zalene, ministre des Travaux publics et des Transports, a instruit les responsables d'entreprises publiques de réalisation du Port-Centre d'El Hamdania (Tipaza) et du métro d'Alger, respectivement, de lancer les travaux du port de Cherchell et de livrer les extensions du métro d'Alger dans les délais prévus, a indiqué le ministère dans un communiqué. Ainsi, lors d'une réunion de travail avec

les responsables de l'entreprise portuaire de Cherchell et du Laboratoire des études maritimes, le ministre a donné les instructions nécessaires afin de finaliser les derniers détails techniques du port commercial centre d'El-Hamdania au courant de ce mois d'août, et ce, pour permettre le lancement des travaux dans les délais prévus, a ajouté cette source. Pour rappel, considéré comme l'un des plus

grands projets en Algérie, ce port destiné au transport de marchandise est appelé à être un pôle de développement économique d'importance, après son raccordement aux réseaux ferroviaire et aux autoroutes l'habilitant ainsi aux échanges commerciaux avec l'Afrique. D'autre part, lors d'une autre réunion de travail avec les responsables de l'entreprise du Métro d'Alger et des opérateurs en charge de la

réalisation des deux extensions vers la Place des Martyrs et vers Ain-Naadja, M. Zalene, qui s'est enquis de l'avancement de ces deux extensions, «a donné des instructions fermes pour l'achèvement des travaux avant la fin de cette année». Selon la même source, une visite sur site est programmée en vue de permettre au ministre de superviser les travaux sur le terrain.

Nassima K.

Pour le financement de 8 projets de transport

L'Algérie a reçu 760 millions de dollars de la BAD



■ La Banque africaine de Développement (BAD) a financé plus de 450 projets de transport entre 1967 et 2017, dont 8 projets en Algérie qui a reçu 760 millions de dollars de financements durant cette période, a indiqué cette institution financière sur son site web.

Par Safia T.

La Banque africaine de développement (BAD) a financé plus de 450 projets de transport, à savoir les routes, ports, aéroports et voies ferrées, pour 450 millions de personnes bénéficiaires à tra-

vers l'Afrique, précise la BAD dans une carte publiée à l'occasion du cinquantenaire du premier projet financé par la Banque, en 1967, des voies routières au Kenya. Dans ce cadre, l'Institution africaine précise que la quasi-totalité des pays membres de la BAD ont bénéficié de financements dont l'Algérie qui a reçu 760 millions de dollars pour le financement de 8 projets. Il s'agit de 1 200 km de routes bitumées et renforcées, l'équipement du port de Djendjen (wilaya de Jijel) et l'amélioration du réseau ferroviaire. Cependant, les premiers bénéficiaires des financements liés au transport au fil de ces 50 ans, sont le Maroc et la Tunisie. Ainsi, la Tunisie a reçu 2,7 milliards de dollars pour le financement de 14 projets, portant renforcement de 5 300 km de routes, construction d'une autoroute, de l'aéroport d'Enfidha en plus de la modernisation du réseau ferroviaire. Pour sa part, le Maroc a bénéficié d'un financement de 2 milliards de dollars qui ont servi également dans 14

projets portant renforcement de 6 000 km de routes, la construction ou la modernisation de 7 aéroports, construction d'une autoroute et construction de 290 km de voies ferrées ainsi que le financement du port de Nador. Quant à la Mauritanie, elle a bénéficié de 90 millions de dollars pour les financements de son réseau de transport. Au niveau sous-régional, le document de la BAD fait apparaître l'importance prise par l'Afrique de l'Est. Les financements alloués aux projets du secteur des transports dépassent ainsi le milliard de dollars au Kenya, en Tanzanie et en Ethiopie. L'Afrique de l'Ouest vient ensuite, avec, notamment, comme locomotive la Côte d'Ivoire, qui a bénéficié récemment de mégaprojets de transport urbain. Quant aux types de transport soutenus, les projets routiers sont les plus nombreux. Certains contribuent au désenclavement de régions isolées, permettant d'enclencher un cercle économique vertueux, notamment en libérant leur potentiel agricole.

D'autres viennent consolider d'importants axes de circulation déjà existants, qui interconnectent les capitales africaines et les relie aux principaux ports, facilitant les échanges commerciaux. Au total, ce sont plus de 40 000 km de routes qui ont été bitumés via des financements de la Banque. Les ports africains ont également fait l'objet de nombreux financements, dont 16 d'entre eux ont été créés, agrandis ou modernisés, notamment en Afrique de l'Ouest. Pour ce qui est du secteur aérien, la Banque a soutenu les investissements réalisés dans une trentaine d'aéroports à travers le continent. Dans des pays vastes comme le Nigéria ou la République démocratique du Congo, tous deux aidés par la BAD, le transport aérien permet d'assurer la cohésion territoriale. Outre le financement de terminaux, la BAD s'engage depuis dix ans à l'amélioration de la sécurité aérienne à travers la mise en place de programmes de formation et d'équipement mis en œuvre par les commu-

nautés économiques régionales, le dernier en date concerne 25 pays d'Afrique centrale et de l'Ouest, rappelle cette institution africaine.

S. T./APS

Pétrole Les prix reculaient légèrement hier à Londres

LES PRIX du pétrole reculaient légèrement hier en cours d'échanges européens, après une nette baisse la veille, alors que les marchés commencent à s'inquiéter d'une demande mondiale moins robuste qu'attendue. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 50,63 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 10 cents par rapport à la clôture de lundi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de septembre cédait neuf cents à 47,50 dollars. Les prix ont atteint leur plus bas depuis trois semaines, à 50,44 dollars pour le Brent, et à 47,34 dollars pour le WTI. «Les prix se sont stabilisés hier, mais ils ont reculé de près de 2,5% la veille», s'est inquiété Henry Croft, analyste chez Accendo Markets. Les données des raffineries chinoises, qui ont utilisé moins de pétrole brut que prévu en juillet, avaient inquiété les marchés lundi. Mais la demande américaine, dont la vigueur cet été a permis d'écluser les abondantes réserves des Etats-Unis, pourrait elle aussi commencer à flancher. «La demande américaine de brut ralentit normalement en septembre, et quand on ajoute une production qui augmente, cela devrait faire augmenter les exportations des Etats-Unis», ont commenté des analystes de JBC Energy Markets. Les analystes observeront donc avec une attention particulière les données hebdomadaires sur les réserves américaines, qui seront publiées par le Département américain de l'Energie (DoE) mercredi en cours de séance européenne. Pour la semaine achevée le 11 août, les stocks de brut pourraient avoir reculé de 3,6 millions de barils, ceux d'essence de 950 000 barils, et ceux de produits distillés de 250 000 barils, selon la médiane d'un consensus d'analystes compilé par l'agence Bloomberg. La fédération professionnelle de l'American petroleum institute (API) publiera ses propres données hier après la clôture européenne.

R. E.

Commerce

La Chine «ne restera pas sans agir» face à des sanctions américaines

La Chine «ne restera pas sans agir» et «défendra vigoureusement ses droits» si les Etats-Unis adoptent des sanctions entravant le commerce entre les deux puissances, a prévenu Pékin hier, après l'ouverture par Washington d'une enquête visant le géant asiatique sur le dossier de la propriété intellectuelle. «Si les Etats-Unis adoptent des mesures qui portent atteinte aux échanges commerciaux bilatéraux et contreviennent aux règles multilatérales du commerce, la Chine ne restera pas sans agir», a réagi le ministre chinois du Commerce dans un communiqué. «La Chine prendra assurément toutes les mesures appropriées pour défendre vigoureusement ses droits et intérêts légitimes», ajoute le texte, s'alarmant de «tout acte

de protectionnisme des Etats-Unis». Le président américain Donald Trump a signé lundi un «mémoire» demandant à son représentant au Commerce (USTR) Robert Lighthizer de mener une enquête pour déterminer si la politique commerciale chinoise nuit aux entreprises américaines dans le domaine de la propriété intellectuelle. Et l'hôte de la Maison-Blanche d'accuser ouvertement Pékin de «vol de la propriété intellectuelle américaine». La diplomatie chinoise avait réagi dès lundi pour mettre en garde contre une possible «guerre commerciale» dont «personne ne sortirait vainqueur». Les Etats-Unis sont le deuxième partenaire commercial du pays après l'Union européenne. Cette nouvelle procédure – qui vient s'ajouter aux

nombreuses enquêtes déjà ouvertes par Washington contre la Chine dans le domaine commercial, notamment sur l'acier et l'aluminium – pourrait déboucher sur des sanctions. «Nous espérons que le représentant au Commerce américain (USTR) pourra considérer les faits en toute objectivité et agir avec prudence», a observé le ministère chinois. «La Chine a travaillé dur pour améliorer l'environnement pour les entreprises étrangères (...) et attache une grande importance au respect des droits de propriété intellectuelle, continuant d'améliorer sa législation et la solidité de son appareil administratif et judiciaire dans ce domaine», fait encore valoir ce communiqué. De fait, le régime communiste a mis en place ces dernières années des tribunaux

spécialisés, une initiative saluée par les entreprises occidentales, mais dont les effets sont encore jugés très mitigés. Washington s'inquiète en particulier des coentreprises («joint-ventures») que les firmes américaines se voient contraintes d'établir en Chine avec des partenaires locaux. Elles seraient obligées de partager avec ces derniers une partie de leur savoir-faire technologique. Le lancement de la nouvelle procédure intervient par ailleurs en pleine escalade verbale entre les Etats-Unis et la Corée du Nord, et alors que Donald Trump exhorte la Chine, principal allié de Pyongyang, à agir davantage pour faire pression sur son turbulent voisin.

Tizi Ouzou

La vente du mouton de l'Aïd fixée dans 21 marchés hebdomadaires

■ La vente du mouton de l'Aïd dans la wilaya de Tizi Ouzou est fixée dans 21 marchés hebdomadaires répartis sur l'ensemble des daïras, a-t-on appris lundi de l'inspecteur vétérinaire de la Direction des services agricoles (DSA).

Par Lydia O.

Ces points de vente, ouverts suite à un arrêté du wali signé dimanche, feront l'objet d'une surveillance sanitaire «rigoureuse» qu'assureront les 65 médecins vétérinaires mobilisés par la DSA en prévision de l'Aïd El Adha, a précisé à l'APS Kadour Hachemi Karim. Il a expliqué que tous les ovins qui seront acheminés vers ces espaces feront l'objet d'un contrôle de l'état sanitaire avant d'être autorisés à la vente, assurant que cette opération entamée en début de la semaine en cours se poursuivra jusqu'au jour de l'Aïd. En plus de ces points aménagés à travers les 21 daïras de la wilaya, un marché destiné à l'accueil des producteurs et vendeurs de bétail venus des autres régions du pays est ouvert dans la localité de Tadmaït, en vue de faciliter le contrôle sanitaire et la qualité des animaux qui seront vendus localement, a-t-il affirmé. Ces mesures, décidées par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, visent également à éviter toute propagation de maladies pouvant être transmises par le cheptel transporté entre wilayas, a-t-il fait savoir. Abordant des mesures décidées pour le jour de l'Aïd, M. Kadour a signalé que tous les abattoirs opérationnels à



travers les communes seront ouverts et dotés de toutes les commodités d'hygiène et du bon déroulement du sacrifice. Une surveillance vétérinaire sera assurée au niveau de ces structures, en vue de s'assurer de la bonne santé des bêtes égorgées et de donner des instructions aux citoyens concernant notamment le kyste hydatique et la

conduite à tenir en cas de sa présence, a-t-il souligné. Des permanences seront par ailleurs ouvertes au niveau des subdivisions et de certaines communes pour accueillir les citoyens et donner les orientations nécessaires en cas de besoin, a-t-il encore observé. Au chef-lieu de wilaya, cinq brigades mobiles seront mises sur pied pour effec-

tuer des tournées à travers toute la commune de Tizi-Ouzou et accompagner les habitants dans l'accomplissement du sacrifice en veillant au contrôle des moutons mais aussi les informer sur les risques du kyste hydatique qui ne doit pas être donné aux chiens mais plutôt enterré pour éviter la contamination, a-t-il assuré. L'inspecteur vétérinaire a

indiqué dans ce sillage qu'une campagne de sensibilisation sur le kyste hydatique est menée dans les daïras à travers des affiches placardées au niveau des sièges de daïra, des APC et des subdivisions agricoles, en sus de dépliants distribués aux citoyens. L. O./APS

Ain Témouchent

Forum sur l'usage de tamazight dans les médias électroniques et institutionnels

La wilaya d'Ain Témouchent abritera aujourd'hui un forum national sur «l'usage de tamazight dans les médias électroniques et institutionnels», a-t-on appris auprès du Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA). Cette rencontre, inscrite dans le cadre de la deuxième phase de la caravane littéraire commémorant le centenaire de la naissance de l'écrivain et chercheur Mouloud Mammeri (1917-2017), a pour objectif de définir un cadre de travail permettant d'accompagner les institutions, départements ministériels et établissements économiques dans l'usage de tamazight dans les multimédias, a indiqué à l'APS le secrétaire général du HCA, Assad Si El Hachemi. Ce forum qui sera encadré par des experts et des professionnels constitue, dans le domaine de l'information, une des exigences de la nouvelle étape de la nouvelle Constitution qui stipule, dans son

article 4, que tamazight est une langue nationale et officielle et que l'Etat œuvre à sa promotion et à son développement sur l'ensemble du territoire national, a-t-il ajouté. L'action de terrain menée par le HCA s'inscrit dans le cadre des démarches de l'Etat et du plan du gouvernement visant à la promotion de la langue amazighe à travers la concrétisation de la nouvelle feuille de route en coordination entre le HCA et différents secteurs, a-t-on souligné. Cette nouvelle tendance adoptée par le HCA a permis de réunir les conditions objectives pour consolider la place de l'amazighité dans l'environnement institutionnel à pas mesuré, avec méthodologie et sans précipitation comme convenu dans la feuille de route, a affirmé M. Assad. Les festivités de la caravane littéraire commémorant le centenaire de la naissance de Mouloud Mammeri, qui ont débuté au mois

de février dernier sous le haut patronage du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, s'étalent à longueur d'année et comportent 13 manifestations culturelles dans le cadre d'un programme national visant à réhabiliter l'écrivain Mammeri, décoré par la médaille du mérite par le président de la République. Dans ce sens, un site Web en arabe, amazigh et français consacré à cet homme de lettres a été mis en œuvre et des démarches sont en cours pour reproduire le film «L'Opium et le bâton» en langue amazighe avec un financement du fonds de soutien du ministère de la Culture, en plus de la réédition d'ouvrages de l'écrivain défunt et leur traduction en tamazight dans le cadre de trois importants projets tracés par le HCA, a fait encore savoir M. Assad.

Hatem D./Agences

Oran

Fermeture de huit restaurants et fast-foods pour défaut d'hygiène

Pas moins de huit restaurants et locaux de fast-foods ont été fermés récemment au niveau de la ville d'Oran pour défaut d'hygiène et de salubrité, a-t-on appris de la direction du commerce de la wilaya. Les brigades de la direction du commerce ont procédé à la fermeture de ces locaux lors d'une opération de contrôle, a indiqué à l'APS la responsable du service protection du consumma-

teur et répression de la fraude à la direction du commerce d'Oran, Malika Staali. Une décision de cessation d'activité a été prononcée à l'encontre d'un contrevenant parmi les exploitants d'un restaurant après constatation d'une infraction liée à un manque d'hygiène au niveau de cet établissement, suite à une intoxication d'une famille de 9 personnes ayant consommé du poulet, a-t-

elle fait savoir. Une vingtaine de restaurants qui assurent la livraison alimentaire ont été fermés au niveau des communes côtières de la wilaya durant le mois de juillet pour la même infraction, a-t-on rappelé de même source. Le bilan de la direction du commerce pour le mois de juillet passé fait état de 2 020 interventions, de l'établissement de 273 procès-verbaux d'infraction et de la saisie de diverses

denrées alimentaires impropres à la consommation dont 1,3 tonne de viandes périmées d'une valeur de plus de 500 000 DA. Au mois de juin dernier, il a été procédé à la saisie de 2,3 tonnes de denrées alimentaires impropres à la consommation d'une valeur de 1,14 million DA et à la fermeture de 12 locaux commerciaux pour défaut d'hygiène, a indiqué la même responsable. L. O.

Khenchela Près de 55 hectares de la forêt d'Ouled Yaâgoub détruits par les incendies

PRÈS de 55 hectares de la forêt d'Ouled Yaâgoub, située dans la commune de Tamza, dans la wilaya de Khenchela, ont été endommagés par les feux durant les deux dernières semaines, a-t-on appris auprès de la Protection civile. Ces incendies se sont déclarés dans plusieurs zones de cette forêt, notamment la région d'Ain Mimoune, Ain kikel, Sekali et Somaât, a indiqué la même source, détaillant que les services de la Protection civile ont effectué 39 interventions pour venir à bout des flammes. Plusieurs espèces forestières, dont des pins d'Alep et des chênes verts, ont été la proie des flammes, a-t-on précisé. Les pertes enregistrées durant cette période à cause des incendies ont également concerné 21 hectares d'alfa, 4 hectares de broussailles dans la localité de Tamza ainsi que 2 hectares de surfaces forestières au lieu-dit Merah Dib, dans la commune d'El Hamma, a conclu la Protection civile. R. R.



Libye

Le maréchal Haftar toujours soutenu par Moscou

■ Le maréchal libyen, Khalifa Haftar, a été reçu, lundi à Moscou, par le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, ainsi que par le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou.

Par Amel D.

Lors de cette visite, le maréchal Haftar a clairement exposé son projet pour la Libye. Moscou, tout en maintenant de bonnes relations avec les différents partis libyens, continue de soutenir les efforts du maréchal Haftar pour lutter contre le terrorisme. A l'issue de son entretien avec le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, le maréchal Haftar n'a pas caché qu'il avait évoqué la question d'une aide militaire russe. «*Nous sommes convaincus que la Russie reste notre amie proche et ne nous refusera pas son aide*», a déclaré l'homme fort de la Libye, expliquant que son armée avait libéré «*90% du territoire libyen*», en dépit de l'embargo onusien sur les armes. Pour l'instant, officiellement la Russie se tient au respect de cet embargo. Pour la diplomatie russe, c'est l'ONU qui doit être au centre du processus de réconciliation en Libye. «*Il nous semble qu'actuellement sur le front politique, il est très important de concentrer tous les efforts de médiation autour de l'ONU*», a déclaré Sergueï Lavrov. Le ministre russe des Affaires étrangères ne s'est pas prononcé sur le plan de sortie de crise adopté à Paris lors de la rencontre, fin juillet, entre Khalifa Haftar et Fayeze al-Sarraj, initiée par le président français. «*Nous connaissons les efforts que vous entreprenez avec le Chef du gouvernement de réconciliation nationale, Sarraj, qui visent à créer les conditions optimales et acceptables, par tous, pour la réalisa-*



PHOTO: D. R.

tion de l'accord politique de Skhirat», a-t-il souligné. Ghassam Salamé, le nouveau représentant spécial de l'ONU pour la Libye, doit se rendre à Moscou, très prochainement, après sa visite actuellement en Egypte.

Vives critiques du maréchal Haftar à l'encontre de Fayeze al-Sarraj

Le maréchal Khalifa Haftar cherche de plus en plus à apparaître comme l'homme providentiel avec qui l'Occident doit traiter en Libye. Pour convaincre, il rajoute au solde de la guerre qu'il mène contre le terrorisme, un combat qu'il pourra mener

contre l'immigration clandestine. Ses déclarations laissent entendre que l'accord de Paris fait désormais partie du passé. «*De même que nous avons libéré Benghazi, après trois ans de combats, nous sommes résolus à continuer la guerre contre le terrorisme jusqu'à libérer la totalité du pays pour installer la paix et la stabilité en Libye*», a déclaré l'homme fort de l'est libyen, à l'heure où il se prépare à un nouveau combat contre les extrémistes de Darna, ville située à l'est du pays, aujourd'hui encerclée par ses forces. Ne cachant plus ses intentions d'étendre son pouvoir sur toute la géographie libyenne, il rappelle sa forte position militaire dans le pays, à

savoir le contrôle des champs pétroliers et celui des plus importantes bases militaires de la Libye. A Moscou comme à Paris, Khalifa Haftar a réclamé des armes pour son armée, alors que le pays est toujours sous embargo sur les armes. C'est aussi à Moscou qu'il a adressé les critiques les plus virulentes contre son frère-ennemi, Fayeze al-Sarraj, président du Conseil présidentiel. Il l'accuse de ne pas respecter «*les principes*» des accords d'Abou Dabi puis ceux de Paris où les deux hommes se sont rencontrés, en juillet dernier. Rappelons que quelques heures après la rencontre de Paris, Fayeze al-Sarraj donne l'autorisation à l'Italie pour une interven-

tion militaire en Libye, alors que le maréchal menace de viser les navires italiens dans les eaux libyennes. Ce développement était l'occasion d'une nouvelle divergence entre les deux hommes et a surtout dynamité l'accord de Paris qui n'était pas accepté par Rome. Ainsi, Khalifa Haftar semble abandonner l'accord de Paris, tout en jetant la responsabilité sur Fayeze al-Sarraj. Il continue de souffler le chaud et le froid. Dans des déclarations faites à la presse italienne, avant son départ pour Moscou, il propose des plans pour lutter contre l'immigration clandestine dans le sud libyen.

A. D./RFI

Sahara occidental

La persistance de la situation menace la stabilité au niveau régional et international

Le président du Parlement sahraoui, M. Khatri Addouh, a affirmé à Alger que la persistance de la situation qui prévaut au Sahara occidental était «*inadmissible et constitue une menace sur la sécurité et la stabilité au niveau régional et international*». «*Il est très important de savoir que nous ne sommes pas seuls en tant que Sahraouis à appeler à un règlement pacifique et juste de la question sahraouie mais l'ensemble de la communauté internationale soutient cette démarche*», a souligné le président du Parlement sahraoui, lors d'une conférence animée au Forum d'Echaab intitulée «*Contribution du règlement de la question sahraouie au renforcement de la paix et de la stabilité dans la région*». Il a déclaré, dans ce sens, que la question sahraouie a été posée au niveau des hautes instances internationales, au sein de l'Union africaine et en Europe à travers la décision de la Cour de justice européenne (Cjue) promulguée le 25 décembre dernier et portant arrêt de tous les accords et contrats conclus entre le Maroc et l'Union européenne. La décision de la Cjue interdit également au Maroc d'exploiter les ressources naturelles et les richesses du peuple sahraoui. «*Malgré la torture, la répression, les violations, les tentatives de division et de*

remise en question de la légalité du front Polisario, le peuple sahraoui a pu arracher la reconnaissance internationale quant à son droit de siéger au sein de la communauté internationale», a-t-il soutenu. «*Après tous les processus de négociations menés de 1988 à 2012, il en ressort que le statut final du Sahara occidental ne peut être défini qu'à travers l'exercice du peuple sahraoui de son droit à l'autodétermination par la voie d'un référendum libre et honnête, organisé et supervisé par l'ONU*», a affirmé M. Khatri, soulignant que toutes les tentatives visant à trouver une solution hors de cette thèse ont échoué. Le président du Parlement sahraoui a en outre affirmé que le régime marocain a été désigné comme la partie entravant le processus de paix dans la région, à l'arrêt depuis 2012, en

raison du rejet marocain de toutes les propositions internationales. Concernant le pillage des ressources naturelles du Sahara occidental, M. Khatri a souligné que les cargaisons marocaines qui exportent le phosphate ont commencé dernièrement à changer leur trajectoire maritime pour contourner le Cap de Bonne-Espérance, et l'Afrique du Sud, par crainte de subir les retombées de l'arrêt de la Cour de justice européenne, ce qui est, selon lui, un «*progrès notable*» pour la cause sahraouie. Le responsable sahraoui a également évoqué l'implication du Maroc dans le trafic international de drogues, particulièrement sur les frontières algériennes et sahraouies, dans la contrebande, le crime transfrontalier et les réseaux de migration clandestine vers l'Espagne. M. Khatri a par ailleurs

exprimé la disponibilité du Sahara occidental à coopérer avec l'Union africaine (UA) à travers ses mécanismes afin de parvenir à un règlement rapide. Le responsable sahraoui a exhorté les Etats les plus influents, notamment la France, à «*revoir sa position vis-à-vis de la question sahraouie d'autant qu'elle est membre du Conseil de sécurité et reste l'un des pays responsables de l'achoppement du processus de paix*». S'agissant des négociations, M. Khatri a déclaré qu'il est en attente des résultats des déplacements du nouvel envoyé spécial des Nations unies, M. Kohler, chargé de présenter un rapport dans un délai de 6 mois sur l'avancement des pourparlers concernant la tenue du 5^e round des négociations.

O. T./APS

Tunisie

La BCT appelle les citoyens à changer des billets de banque

La Banque centrale de Tunisie (BCT) indique, dans un communiqué, que le 31 décembre 2017 est le dernier délai pour remplacer les billets de 50, 30 et 20 dinars. Il s'agit des billets de banque de cinquante dinars (type 2008), de trente dinars (type

1997) et de vingt dinars (type 1992) qui ont cessé d'avoir cours légal et perdu tout pouvoir libératoire à partir du 1^{er} janvier 2013. Mais l'institution indique dans son communiqué qu'ils peuvent être échangés aux guichets de la Banque centrale de Tunisie jus-

qu'au 31 décembre 2017 inclus. A l'expiration de ce délai, les billets de banque dont les types sont indiqués ci-dessus et qui n'auront pas été présentés à la BCT, ne seront plus acceptés à l'échange et leur contre-valeur sera versée au Trésor. R. M.



Projet de missiles vers Guam

Kim Jong-Un appuie sur pause

■ Kim Jong-Un a annoncé, hier, mettre sur pause le projet nord-coréen de tirer des missiles près du territoire américain de Guam mais averti que cet exercice hautement provocateur irait de l'avant en cas de nouvelles «actions irresponsables» de Washington.

Par Rosa F.

Aux yeux de certains analystes, ces commentaires du dirigeant nord-coréen constituent une possible porte de sortie pour désamorcer la crise alimentée par la guerre rhétorique entre le président américain Donald Trump et la Corée du Nord. La Corée du Nord a menacé la semaine dernière de tirer quatre missiles au-dessus du Japon en direction de l'île de Guam, dans le Pacifique-ouest, où se trouvent deux importantes bases militaires américaines. Le jeune dirigeant a été informé de ce «plan visant à cerner Guam par le feu» en inspectant lundi le commandement de la Force stratégique chargée des unités balistiques, a rapporté hier l'agence officielle nord-coréenne KCNA. Avant de donner l'ordre de le mettre à exécution, Kim Jong-Un a déclaré qu'il allait «observer encore un peu le comportement idiot et stupide des Yankees». S'ils «persistent dans leurs

actions irresponsables et dangereuses dans la péninsule coréenne», la Corée du Nord prendra des mesures «tel que déjà annoncé», a-t-il ajouté. «Afin de désamorcer les tensions et d'éviter un dangereux conflit militaire dans la péninsule coréenne, il est nécessaire que les États-Unis décident les premiers une option appropriée», a-t-il ajouté. Il semblerait que Kim Jong-Un fasse ainsi référence aux exercices militaires conjoints annuels à grande échelle entre Séoul et Washington, qui doivent commencer prochainement. Ces manœuvres ne manquent jamais de susciter l'ire de Pyongyang, qui les considère comme la répétition de l'invasion de son territoire. La Corée du Nord a proposé dans le passé un moratoire sur les essais nucléaires et les tests de missiles en échange de l'annulation de ces exercices, compromis soutenu avec constance par la Chine, principal allié de Pyongyang, et rejeté tout aussi régulièrement par Washington et Séoul. Certains



analystes jugent que le numéro nord-coréen est en train de proposer le même compromis, avec en plus dans la balance la menace sur Guam. «C'est une invitation directe à parler de freins réciproques aux exercices et aux tirs de missiles», a estimé Adam Mount, expert du cercle de réflexion Center for American progress, à Washington. Pour John Delury, professeur à l'Université Yonsei de Séoul, «Kim Jong-Un est en train d'opérer la désescalade, il met Guam de côté pour l'instant», a-t-il dit sur Twitter. «On n'est pas sortis du bois», prévient-il cependant. «Il faut que les deux parties continuent de faire des gestes pour désamorcer les choses, en actions ou en paroles. La diplo-

matie doit passer à la vitesse supérieure». Séoul comme Washington soutiennent que leurs manœuvres sont purement défensives et ne peuvent être mise en relation avec les ambitions nucléaires de la Corée du Nord, qui viole toute une série de résolutions de l'ONU. Les menaces de Pyongyang sur Guam constituent «un chantage pur et simple», estime Joshua Pollack, chercheur à l'Institut Middlebury des études internationales de Monterey. L'annonce nord-coréenne a été saluée à Guam. Les autorités se sont dites «follement heureuses» que «Kim Jong-Un ait reculé». Les tensions ne cessent de s'aggraver depuis que le Nord a testé en juillet deux missiles balistiques

intercontinentaux (ICBM) qui semblent mettre à sa portée une bonne partie du territoire américain. En réaction, Donald Trump a menacé de déchaîner sur la Corée du Nord «le feu et la colère, d'une manière que le monde n'a jamais vue». Pyongyang a alors répliqué en rendant public son plan pour tirer des missiles de portée intermédiaire qui s'abîmeraient à 30 ou 40 kilomètres de Guam. L'île abrite des installations stratégiques américaines, bombardiers lourds à longue portée, chasseurs et sous-marins. Ce territoire de 162 000 habitants est aussi équipé d'un bouclier anti-missiles Thaad. Cette escalade verbale inquiète la communauté internationale. Plusieurs dirigeants, dont le président chinois Xi Jin-Ping, ont appelé les deux parties au calme. Le président sud-coréen Moon Jae-In est intervenu dans le débat hier pour dire que Séoul voulait à tout prix éviter une nouvelle guerre. «L'action militaire sur la péninsule coréenne ne peut être décidée que par la République de Corée et nul ne peut décider d'une action militaire sans le consentement de la République de Corée». Le ministre américain de la Défense, Jim Mattis, et le secrétaire d'Etat Rex Tillerson ont écrit dans un éditorial publié par le *Wall Street Journal* que les États-Unis «ne visent pas» le changement de régime à Pyongyang ou l'accélération de la réunification de la péninsule coréenne.



Points chauds

Hostilité

Par Fouzia Mahmoudi

Sans conteste, le fait d'armes dont a été le plus fier l'ancien président américain, Barack Obama, est l'accord sur le nucléaire signé avec l'Iran après plusieurs années de dures négociations. Cet accord tenait particulièrement à cœur l'ex-dirigeant qui avait sacrifié sa relation avec Israël pour le conclure. Or, moins d'un an après son investiture, Donald Trump semble sur le point de ruiner les efforts de son prédécesseur. Certes, cela n'a jamais été un secret que le président républicain est lui au contraire un fervent opposant à cet accord, et a communiqué son hostilité à l'ensemble de son administration. Il a d'ailleurs fait ces derniers mois de nombreuses déclarations sur le sujet qui ont fortement déplu aux autorités iraniennes. La République islamique a en effet menacé cette semaine de quitter l'accord nucléaire avec les grandes puissances si les États-Unis continuent leur politique de «sanctions et coercition». Conclu en juillet 2015 entre Téhéran et les grandes puissances, cet accord prévoit que l'Iran limite son programme nucléaire à des usages civils en échange de la levée progressive des sanctions internationales. Mais l'administration Trump a imposé une série de sanctions juridiques et financières à l'Iran, non liées aux activités nucléaires. «L'expérience ratée des sanctions et de la coercition a mené les précédentes administrations (américaines) à la table des négociations», a déclaré le président iranien Hassan Rohani dans un discours télévisé devant le Parlement qui devrait valider son nouveau cabinet. Mais si les États-Unis «veulent revenir à ces méthodes, assurément, dans un délai très court, non pas des semaines ou des mois, mais en jours ou en heures, nous reviendrons à la situation (d'avant l'accord) et nous serons plus forts», a-t-il ajouté. Le président iranien, réélu pour sa part en mai dernier pour un second et dernier mandat de quatre ans, a affirmé que son homologue américain avait prouvé au monde qu'il n'était «pas un bon partenaire». «Ces récents mois, le monde a vu que les États-Unis, en plus d'avoir constamment rompu leurs promesses concernant l'accord nucléaire, ont ignoré à plusieurs reprises des accords internationaux et montré à leurs alliés qu'ils n'étaient pas un bon partenaire», a-t-il martelé. Mi-juillet, l'administration américaine a imposé de nouvelles sanctions juridiques et financières ciblées contre des personnes et entités iraniennes liées au programme balistique, interdit par une résolution de l'ONU, et au corps des gardiens de la révolution, armée d'élite du régime iranien. Le Congrès des États-Unis avait ensuite voté fin juillet des sanctions contre l'Iran, accusé de développer son programme balistique, violer les droits de l'homme et soutenir des groupes, comme le Hezbollah libanais, qualifiés de «terroristes» par Washington. Reste à savoir si Trump ira véritablement jusqu'au bout de sa logique anti-iranienne et mettra définitivement en péril un accord qui avait mis tant de temps à voir le jour et avait surtout nécessité tant de bonnes volontés de la part de dizaines de pays qui ont habituellement tant de mal à s'entendre. F. M.

Afghanistan

L'armée reprend un village victime d'un massacre

L'armée afghane a repris le contrôle d'un village du Nord du pays où des dizaines de personnes auraient été massacrées par les talibans et le groupe État islamique au début du mois, ont indiqué des responsables hier. Une cinquantaine d'hommes, femmes et enfants ont été tués le 5 août lorsqu'une coalition d'insurgés s'est emparée du village de Mirza Olong, majoritairement chiite, dans la province excentrée de Sare-Pul, selon des habitants et des responsables. La

localité a été reprise au terme de plusieurs jours d'intenses combats qui ont fait au moins 50 morts chez les rebelles, a assuré à l'AFP un porte-parole de l'armée pour le Nord du pays, Nasratullah Jamshidi. «Nos forces contrôlent entièrement le village et sont à la recherche de mines et de pièges talibans», a-t-il dit. «Les talibans ont été chassés du village lundi après-midi», a confirmé Dawlat Waziri, un porte-parole du ministère de la Défense. Ils ont subi de «lourdes

pertes», a-t-il ajouté, sans précision sur d'éventuelles pertes du côté des forces afghanes. Les militaires devraient à présent se mettre à la recherche de charniers suite aux témoignages locaux faisant état du meurtre par balles ou décapitation d'une cinquantaine de personnes lors de la conquête conjointe du village par des talibans et des membres de l'EI. L'EI a revendiqué le meurtre de 54 chiites de Sare-Pul dans un communiqué rendu public lundi soir par son agence de propagande Amaq. De leur côté les talibans ont affirmé avoir capturé seuls le village et ont démenti avoir tué des civils. Des survivants ont témoigné de l'horreur du massacre, racontant comment les insurgés passaient de maison en maison pour abattre les habitants.

Les rebelles avaient également pris des otages, mais 235 d'entre eux ont été libérés par la suite après une médiation d'anciens et de responsables de la province.

Les talibans affrontent régulièrement l'EI depuis l'apparition de ce dernier sur le territoire afghan en 2015, mais les deux groupes s'allient aussi parfois pour attaquer les forces afghanes, selon des sources de sécurité.

Bangladesh

Un extrémiste retranché se fait sauter dans la capitale

UN JIHADISTE retranché s'est fait exploser hier dans le centre de la capitale du Bangladesh, Dacca, pour échapper aux forces de sécurité qui s'approprièrent à donner l'assaut de sa chambre d'hôtel, a annoncé la police locale. Le Bangladesh est engagé dans une vaste campagne de répression contre les groupes jihadistes, responsables ces dernières années de nombreuses attaques contre des athées, étrangers et minorités. Survenue au troisième étage d'un hôtel sur une artère de Dacca, l'explosion déclenchée par le suspect, qui n'a pas fait d'autre victime, a obligé les policiers à se mettre à couvert et projeté débris et fumée dans la rue. Selon les autorités, l'homme est une petite main de l'organisation extrémiste Jamayetul Mujahideen Bangladesh (JMB). Les autorités attribuent à ce groupe la responsabilité de l'attaque contre un café de Dacca qui avait fait 22 morts l'année dernière, pourtant revendiquée par le groupe État islamique (EI). L'homme «transportait des bombes et une veste explosive. La porte a été soufflée dans une explosion, et il a péri dans la seconde explosion», a déclaré A.K.M Shahidul Hoque, chef de la police nationale.



Rencontre internationale d'art contemporain d'Alger

Plus de quarante pays représentés

■ La première Rencontre internationale d'art contemporain d'Alger aura lieu du 26 au 31 octobre prochain, au Palais de la culture Moufidi-Zakaria. Cette édition qui se veut un espace d'échange entre artistes des quatre coins du monde, verra la participation de quarante pays. Les noms des participants ainsi que le jury de cet événement ne sont pas encore dévoilés, l'appel à la participation étant toujours en cours.

Par Abba Selles

Les amoureux de l'art contemporain seront gâtés en au mois d'octobre prochain à Alger. C'est dans le cadre de la première Rencontre internationale d'art contemporain (Arta) que plusieurs disciplines artistiques seront exposées au public du Palais de la culture Moufidi-Zakaria. En effet, plus de quarante pays seront représentés à cet événement qui se veut une occasion d'échanges artistiques entre professionnels, artistes en herbe et amateurs de l'art contemporain. La participation nationale sera représentée par 5 artistes de renommée internationale, précisent les organisateurs.

La Rencontre internationale d'art contemporain d'Alger, «Arta», ne s'arrête pas seulement à la démonstration d'œuvres d'artistes, elle héberge en parallèle des expositions thématiques, photo, peinture, céramique d'art, arts de l'estampe,



PH. > D. R.

sculpture, miniature contemporaine... en sus de projections de films concernant les arts, l'exposition d'éditeurs dans le domaine, de conférences et de

workshops thématiques en présence des artistes participants.

Le programme détaillé de la manifestation ainsi que les noms des participants n'a pas encore

été détaillé à cause de l'appel à participation qui est encore actif.

Les artistes qui veulent prendre part à cet événement peuvent découvrir le règlement

de participation sur le site officiel de l'événement [www. http://art-alger.com/reglement-participation](http://art-alger.com/reglement-participation).

Il est à noter qu'un appel à candidature est lancé depuis le 15 janvier à destination des plasticiens des cinq continents, en vue d'une exposition internationale annuelle. L'accent est mis sur des techniques d'art contemporain admises en la matière comme la peinture, la sculpture, les installations, performance, vidéo, photo ou design, dans les limites de 5 mètres linéaires et 3 mètres de profondeur alloués à chaque artiste. Le jury est constitué d'une commission de spécialistes nationaux et internationaux de l'art (galeristes, plasticiens émérites, journalistes, critiques, théoriciens de l'art...), confirment les organisateurs dans le site officiel de la manifestation.

A. S.

Cinéma

Leonardo DiCaprio sera Leonard de Vinci

Leonardo DiCaprio va bientôt interpréter un Léonard célèbre ! Il tiendra le premier rôle d'un biopic consacré à Léonard de Vinci. Leonardo DiCaprio va devoir se laisser à nouveau pousser la barbe et les cheveux pour un rôle d'envergure ! Comme le rapporte Deadline, le comédien tiendra le rôle-titre d'un biopic consacré au célèbre

Leonard de Vinci. Il s'agira plus exactement de l'adaptation d'un ouvrage sur la vie de l'artiste, signé Walter Isaacson. Livre pour lequel plusieurs studios étaient sur les rangs pour en acquérir les droits d'adaptation. C'est finalement Paramount qui a remporté les enchères. C'est à ce même Walter Isaacson que l'on doit le biopic *Steve Jobs* réa-

lisé par Danny Boyle et scénarisé par Aaron Sorkin, ou encore la série *Genius* pour National Geographic Channel. Tous deux étaient des adaptations de son œuvre littéraire.

Pour l'anecdote, la «*légende*» veut que le prénom de Leonardo ait été donné à DiCaprio en hommage à Léonard de Vinci : sa maman aurait senti le premier

coup de pied du bébé en regardant une toile de l'artiste dans un musée en Italie. En plus de jouer le rôle principal, Leonardo DiCaprio assurera également la production, aux côtés de Jennifer Davisson. Le nom du réalisateur n'a pas encore filtré. La date d'entrée en tournage n'est pas connue non plus.

R. I.

«Une femme douce»

Une seconde adaptation de la nouvelle «La Douce» de Dostoïevski

Écrit et réalisé par Sergei Loznitsa, «*Une femme douce*» est une seconde adaptation de la nouvelle «*La Douce*» de Dostoïevski, dont la première a été tournée en 1969 par Robert Bresson, avec Dominique Sanda. Trois longs métrages du cinéaste ukrainien ont été sélectionnés en compétition à Cannes : le premier «*My Joy*» en 2010 et le deuxième «*Dans la brume*» en 2012.

Sergei Loznitsa reste fidèle à son style qui l'a fait reconnaître des sélectionneurs cannois depuis trois films : radical, politique et metteur en scène affirmé. Et c'est toute la qualité du festival de choisir des films repré-

sentatifs d'une recherche, comme un laboratoire de nouvelles approches du cinéma. Dans la noirceur générale de la compétition officielle qui caractérisa ce 70^e Festival de Cannes, «*Une femme douce*» atteint des sommets. Durant les 2h23 du film, le réalisateur ukrainien dresse le portrait d'une Russie gangrenée par une corruption kafkaïenne, avec une charge effroyable. Dans le registre, on a déjà donné et en beaucoup mieux : «*Léviathan*» du russe Andrey Zvyagintsev, Prix du scénario en 2014.

Le film présente une succession de personnages fangeux, de décors décrépis, et de situations plus sordides les unes que les

autres. Anonyme, la victime (Vaslina Makovtseva) de ce maelstrom lapidaire est cette femme douce, que les aléas de l'administration vont briguebaler dans les neuf cercles de l'enfer. Même si le film ne se veut pas réaliste, elle en devient incroyable, tant elle se fait baguenauder à hue et à dia, sans réagir, s'enfonçant à chaque étape un peu plus.

Rien ne nous est épargné du mépris des fonctionnaires bornés, des vautours se délectant d'avoir trouvé une proie : proxénètes, trafiquants, policiers sont tous mis à la même enseigne d'un système corrompu jusqu'à la moelle.

L. B.

Prévu du 17 au 29 août

La 3^e série des caravanes artistiques à partir de ce week-end

La troisième série des caravanes artistiques aura lieu du 17 au 29 août dans le cadre du programme estival 2017, a-t-on appris lundi auprès de l'Office national de la culture et de l'information. Organisée par l'Onci et l'Office national des droits d'auteurs (Onda) sous la tutelle

des ministres de la Culture et de l'Intérieur et des Collectivités locales, cette 3^e série comprendra 10 caravanes chacune qui silloneront quelque 40 wilayas du pays, à raison de 4 wilayas par caravane, a-t-on indiqué à la direction de l'information et marketing de l'Onci. A titre indicatif,

dans l'ouest du pays, la caravane qui prendra son départ d'Oran ralliera les wilayas d'Aïn Témouchent, Tlemcen et Sidi Bel-Abbès. Le coup d'envoi de cette 3^e série de caravanes sera donné le 17 août prochain au village des artistes de Zéralda, a-t-on indiqué. Des galas de

musique et des spectacles pour enfants seront proposés au public des différentes wilayas par ces caravanes.

Pour rappel, le coup d'envoi de la 2^e série des caravanes artistiques a été donné le 3 août dernier.

F. H.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Musée des antiquités et des arts islamiques (Télémy)

Jusqu'au 30 octobre :

Une exposition nommée «D'Icoosim à Alger : 22 siècles d'Histoire» invite les Algérois à se familiariser avec des objets archéologiques récemment découverts au niveau de la capitale.

Palais des Rais Bastion23

Jusqu'au 5 octobre :

«Les jardins d'Alger» s'exposeront au niveau de la capitale.

Du 31 août au

9 septembre :

Exposition intitulée «Jardins éternels, jardins fragiles».

Du 14 au 23 septembre :

Exposition «Jardins d'Alger» par Akacha Talbi, plasticien.

Galerie Sirus (139, Bd Krim Belkacem, Télémy, Alger-Centre)

Jusqu'à fin août :

Exposition de peinture «De toits à moi» de Valentina Ghanem Pavlovskaya, en hommage à l'artiste Valentin Vasilivitch Pavlovsky.

Plages de six wilayas du pays

Jusqu'au 24 août :

L'Agence Algérienne pour le Rayonnement Culturel (AARC) revient cette année avec une nouvelle édition de Cinéplages où plus de six films seront projetés aux estivants.

Maison de culture Taous-Amrouch de Béjaia

Du 18 au 21 août :

Troisième édition du Salon national de la photographie.



Coup-franc direct

Qui est responsable du laxisme ?

Par Mahfoud M.

Le sport algérien se meurt avec des contre-performances qui se multiplient, toutes disciplines confondues. Longtemps considérés comme les porte-étendard de notre pays, l'athlétisme et le handball sont en dégringolade continue. En effet, en athlétisme les résultats ont été décevants aux derniers championnats du monde, en handball les sélections jeunes collectionnent les échecs alors qu'on ne trouve pas un entraîneur pour la sélection seniors à quelques mois seulement du début de la CAN. On entend toujours les mêmes prétextes après les défaites : on manque de préparation et on ne s'est pas pris à temps pour préparer ce rendez-vous. Mais est-ce clair que cela aurait dû se passer autrement et qu'il fallait se préparer en conséquence lorsqu'on s'apprête à disputer une grande compétition comme un mondial ou une Coupe d'Afrique. Le bricolage est devenu une deuxième nature pour les Algériens qui ne font rien pour améliorer la situation quoi qu'il arrive. Cela devrait amener les responsables du sport algérien à plus de fermeté à l'égard des fédérations supposées gérer ces disciplines qui autrefois rapportaient des médailles et permettaient au sport algérien d'avoir de la notoriété sur le plan mondial.

M. M.

USM Alger

Le match amical contre Mesrin Idman annulé

LE MATCH amical entre l'USM Alger et Mesrin Idman, lundi dans le cadre de la préparation d'avant-saison des deux clubs qui se déroule actuellement en Turquie, a été interrompu à la 25^e minute en raison du brouillard, a annoncé le club de Soustara sur son site officiel.

«Le match amical contre Mesrin Idman a été interrompu à la 25^e minute de jeu en raison du brouillard qui a rendu la visibilité quasi nulle sur le terrain», a indiqué la direction des Rouge et Noir dans un communiqué. Le score était de 1-0 pour l'USMA (but du défenseur international Mohamed Benyahia) avant l'arrêt du match, marqué par le retour à la compétition de l'attaquant Faouzi Yaya, qui jusque-là

était ménagé par le staff technique en raison d'une blessure. Le natif de Sidi-Aich (28 ans) a été aligné d'entrée de jeu, aux côtés de Bourenane et Yaïche, alors que Berrefane gardait les bois, derrière Benchikhounne, Chérifi, Semane et Benyahia qui ont composé la défense usmiste, au moment où Bellahcene, Chita et Sayoud étaient chargés d'animer le jeu au milieu du terrain.

Si les conditions climatiques le permettent, «l'USMA disputera un autre match amical, dès lundi soir, contre le club turc Sultanbeyli Belediye Spor», a encore annoncé la direction des Rouge et Noir dans son communiqué.

CAN-2019 de football

La CAF demande désormais 6 stades

LA CONFÉDÉRATION africaine de football (CAF) a exigé dans son nouveau cahier des charges transmis au Cameroun, pays hôte de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, la disponibilité de 6 stades pour la compétition, quelques jours après la décision de faire augmenter le nombre de pays participants de 16 à 24. D'après le site Camfoot, le document exige du pays organisateur «6 stades pour la compétition, dont 2 stades d'au moins 15 000 places, 2 autres d'au moins 20 000 places et les 2 derniers, d'une capacité d'au moins 40 000 places devant accueillir le match d'ouverture et la finale du tournoi. Pour les séances d'entraînement, la CAF exige 2 stades par site». La réception du nouveau cahier des charges intervient 9 jours après la sortie médiatique du président de la CAF, le Malgache Ahmad Ahmad, en marge d'une

visite à Ouagadougou, dans laquelle il disait que le Cameroun «n'était pas prêt» à accueillir la CAN en 2019 «même avec quatre équipes». Cette déclaration a provoqué un véritable tollé au Cameroun : «La Fédération camerounaise de football (Fécafoot) a pris connaissance avec une profonde consternation des déclarations du président de la CAF (...) La Fécafoot est vivement préoccupée par le fait que ces propos soient tenus avant même que la première mission d'inspection de la CAF prévue du 20 au 28 août 2017 n'ait effectué le déplacement au Cameroun». Le président de la CAF a affirmé également que des experts mais aussi un cabinet d'audit spécialisés allaient bien effectuer une visite d'inspection pour évaluer «si nous pouvons organiser cette CAN au Cameroun».

JS Kabylie Rahmouni secoue ses joueurs

■ Le coach de la JS Kabylie, Mourad Rahmouni, a tenu une réunion avec ses poulains, avant-hier soir, pour discuter du déroulement du stage mais surtout de la dernière défaite en match amical face au NAHD qui l'a quelque peu déstabilisé, lui qui croyait que l'équipe commençait à retrouver ses repères.

Par Mahfoud M.

Le driver des Canaris s'est montré quelque peu inquiet surtout qu'il pense que certains joueurs ne sont pas vraiment concentrés sur leur sujet. C'est surtout le manque d'organisation sur le terrain qui a provoqué la colère des membres du staff technique qui demandent désormais plus de sérieux de la part de leurs poulains. Pour eux, il faudra qu'ils se reprennent à nouveau et se remobilisent pour ne pas avoir à revivre le cauchemar de la saison dernière, quand l'équipe jouait sa survie jusqu'à l'ultime journée de la Ligue 1. Rahmouni souhaite vraiment que ses protégés prennent conscience du fait qu'il leur faut se concentrer pour réussir une meilleure préparation et donc atténuer les préoccupations des supporters qui veulent que leur club renoue avec les titres. Certes, il ne s'agit que d'un simple match amical, mais le coach craint que cette passivité de certains éléments se prolonge avec le début de la compétition officielle et le premier match face à la JS Saoura où il sera



Le driver des Canaris a été ferme avec ses poulains

question de remporter les trois points et éviter toute mauvaise surprise. Il faut savoir que le temps ne joue pas en sa faveur et qu'il faudra donc se mettre en tête de débiter la saison en force. En outre, Rahmouni a tenu à visionner les vidéos des trois matchs disputés jusque-là par l'équipe, afin de corriger les lacunes et éviter de les reproduire lors des matchs officiels. Le

driver des Canaris pense qu'il faudra être très à cheval et ne pas refaire les mêmes erreurs pour permettre à l'équipe de bien débiter le championnat. Les joueurs qui ont eu à écouter ce discours se sont dits disposés à se sacrifier encore davantage pour réussir cette préparation et être au top niveau lors de la nouvelle saison.

M. M.

Eliminatoires CHAN-2018 de football / Libye-Algérie

El Mellali jouera le match retour

L'attaquant de la sélection algérienne A' de football, composée de joueurs locaux, Farid El Mellali, forfait pour le match aller face à la Libye (défaite 2-1) disputé samedi à Constantine dans le cadre du dernier tour qualificatif au championnat d'Afrique des nations CHAN-2018, est opérationnel en vue de la seconde manche prévue vendredi à Sfax (Tunisie), a annoncé dimanche soir la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel. Le sociétaire du Paradou AC

(Ligue 1) «a réintégré le groupe dimanche et a repris l'entraînement effectué en fin d'après-midi. Il ne souffre plus de la contusion musculaire lombaire qui l'a empêché d'effectuer le voyage à Constantine. En suivant à la lettre les conseils du staff médical qui lui a préconisé un repos, le joueur s'est présenté à sa meilleure forme à l'entraînement qui s'est déroulé avec un groupe restreint puisque seuls les joueurs qui n'ont pas joué face à la Libye y ont pris part», souligne la même source.

Au cours de cette séance de reprise, le coach national, l'Espagnol Lucas Alcaraz, a organisé un sixte aux douze joueurs présents sur le terrain, rejoints par les gardiens de but qui s'entraînaient, eux, sous les ordres d'Aziz Bouras. Une dizaine de joueurs qui ont pris part au match face à la Libye étaient en salle de musculation pour une séance de récupération. Ils ont ensuite rejoint le bloc médical, «qui pour soigner de petits bobos, qui pour être aux soins des kinés». Les coéquipiers du capitaine Mohamed Ziti (ES Sétif) ont effectué lundi matin une séance d'entraînement avant de quitter le Centre technique de Sidi Moussa (Alger) pour un quartier libre de 24 heures. L'objectif tracé par la FAF reste la qualification à la prochaine édition du CHAN prévue au Kenya du 11 janvier au 2 février 2018, une épreuve mise sur pied en 2009 et à laquelle l'Algérie n'a participé qu'une seule fois, soit en 2011 lorsqu'elle avait terminé 4^e de la deuxième édition abritée par le Soudan.

West Ham United Feghouli opte pour le Galatasaray

Le milieu de terrain international algérien de West Ham United, Sofiane Feghouli, a signé avec Galatasaray pour 5 ans, a annoncé le club stambouliote lundi. Le montant du transfert s'élève à 4,25 millions d'euros, précise Galatasaray dans un communiqué boursier, ajoutant que le joueur, âgé de 27 ans,

recevra 3,85 millions d'euros par an, sans compter les primes. Feghouli est arrivé à Istanbul dimanche et devait être présenté aux supporters dès hier. Galatasaray, 4^e du dernier championnat de Turquie et tout juste éliminé dès le 2^e tour préliminaire de la Ligue Europa, se renforce actuellement.

CS Sedan

Zeghdane revient à son club formateur

L'ancien défenseur de l'USM Alger (Ligue 1 algérienne de football), Taoufik Zeghdane, s'est engagé avec le Club sportif Sedan Ardennes, a annoncé le pensionnaire de la quatrième division française de football sur son compte Twitter, sans préciser la durée du contrat.

Zeghdane (24 ans) effectue ainsi son retour chez son club formateur qu'il avait quitté en 2013 pour s'engager pour trois ans avec le MC Alger (Ligue 1/Algérie) avec lequel il avait remporté deux Coupes d'Algérie en 2014 et 2016. En fin de contrat avec le «Doyen», le latéral gauche

s'était engagé en 2016 pour trois ans avec l'USM Alger mais sans pour autant s'illustrer, se contentant de quelques apparitions en fin de saison, ce qui a poussé la direction à le mettre sur la liste des libérés. «C'est donc un retour aux sources pour le joueur, un retour intéress-

sant pour les Vert et Rouge», écrit le quotidien régional L'Union à propos de l'arrivée de Zeghdane. Le CS Sedan Ardennes a bien commencé la saison 2017-2018 en s'imposant samedi dernier sur le terrain de Sainte-Geneviève-des-Bois (3-1), dans le cadre de la 1^{re} journée.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tlemcen, Oran, Sidi Bel-Abbès et Ouargla

Importante quantité de kif traité et de boissons alcoolisées saisie

LES FORCES de police ont procédé récemment, dans plusieurs opérations distinctes, à la saisie de plus de 4 kg de kif traité dans les wilayas de Tlemcen, Oran, Sidi Bel-Abbès et Ouargla et de 2 621 unités de boissons alcoolisées dans les wilayas de Djelfa, Ain Defla et Mascara, a indiqué, avant-hier, un bilan des services de la Sûreté nationale. Ces opérations se sont soldées

par la saisie d'une quantité de drogue estimée à 4 kg et 488 g et une quantité de stupéfiants de différents types, outre l'arrestation de 6 suspects, précise la même source. D'autre part, les forces de police ont pu saisir à Djelfa, Ain Defla et Mascara une quantité de boissons alcoolisées estimée à 2 621 unités de différents types et volumes qui était destinée à la vente illégale.

Spécialisées dans le vol de bétail

Trois personnes appréhendées

LE GROUPEMENT territorial de la Gendarmerie nationale de Dekakna à Douéra (wilaya d'Alger) a arrêté dimanche dernier une bande de 3 individus âgés entre 30 et 40 ans, spécialisée dans le vol de bétail sous la menace d'armes blanches au niveau des wilayas du centre, a indiqué avant-hier le groupement territorial de la GN d'Alger dans un communiqué. «Ces malfaiteurs au nombre de trois étaient spécialisés dans le vol de

bétail sous la menace d'armes blanches au niveau des wilayas du centre (Alger, Blida et Bouira), où ils ont été arrêtés dimanche suite à des appels parvenus au numéro vert 10 55 de la Gendarmerie nationale», a précisé le communiqué.

Poursuivis pour constitution d'association de malfaiteurs et vol sous la menace, les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Koléa.

MDN/ Lutte antiterroriste

Un atelier de fabrication d'explosifs et huit casemates découverts à Tipaza

UN ATELIER de fabrication d'explosifs et huit casemates pour terroristes, contenant une quantité d'armes et de munitions, ont été découverts avant-hier à Tipaza par un détachement de l'Armée nationale populaire «grâce à l'exploitation efficace de renseignements», a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, et grâce à l'exploitation efficace de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, le 14 août 2017, à Tipaza, un atelier de fabrication d'explosifs et huit casemates pour terroristes, contenant six fusils semi-automatique de type Simonov, une mitrailleuse de type RPK, un fusil à pompe, un fusil de chasse, un mortier, huit paires de jumelles, ainsi qu'une importante quantité de munitions et des outils de détonation», précise la même source.

Dans le même contexte et lors d'une opération de fouille et de recherche menée à Bouira, un détachement de l'ANP «a découvert le cadavre du terroriste dénommé B. Mohamed, enteré près d'une casemate pour terroristes contenant sept téléphones portables et une quantité de médicaments et de subsistances de vivre». Un autre détachement «a détruit deux bombes de confection artisanale à Médéa».

Par ailleurs et dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des gardes-frontières «ont appréhendé, à Tlemcen, un narcotrafiquant en possession de 115 kilogrammes de kif traité, tandis que plus de 100 grammes de cocaïne ont été saisis à Oran».

En outre, des détachements de l'ANP ont arrêté à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar «13 contrebandiers de nationalités africaines et saisi en leur possession des appareils d'orpaillage et un téléphone satellitaire, tandis que 13 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Tlemcen, Adrar et Béchar», conclut le communiqué du MDN.

Communiqué

Tizi Ouzou

Une personne arrêtée pour port illégal d'un fusil de chasse

UNE PERSONNE en possession illégale d'un fusil de chasse a été arrêtée en fin de semaine écoulée par la police à Akbil (54 km au sud-est de Tizi Ouzou), a indiqué, hier, la cellule de communication de la Sûreté de la wilaya dans un communiqué. Selon les indications fournies par la même source, l'arrestation du mis en cause a été opérée à la suite de «l'exploitation d'un renseignement recueilli sur le



Le dinar touche le fond

Attaque terroriste contre un restaurant à Ouagadougou

Un ressortissant algérien décédé et un autre blessé

■ Un ressortissant algérien est décédé et un autre a été blessé dans l'attaque terroriste perpétrée dans la soirée de dimanche à lundi contre un restaurant dans la capitale burkinabè, Ouagadougou, a indiqué, hier, un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Par Said N.

«Un ressortissant algérien, Bilel Diffallah, immatriculé auprès du Consulat général d'Algérie à Montréal, qui se trouvait au Burkina Faso depuis près d'une année où il travaillait pour le compte d'une ONG canadienne, a été tué dans l'attaque terroriste qui a ciblé le 13 août courant un restaurant à Ouagadougou», précise la même source. «Un autre ressortissant, Amine Merzoug,

immatriculé auprès de l'ambassade d'Algérie à Ouagadougou, employé d'une ONG koweïtienne, a été blessé à la jambe», note le communiqué, ajoutant que «le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a présenté, au nom du président de la République, les condoléances et fait part de l'expression de sympathie et de compassion avec la famille du défunt, ainsi que des vœux d'un prompt rétablissement au blessé et le témoignage de solidarité avec sa famille».

«Les membres des familles des deux victimes reçus, ce jour, par le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères ayant émis le souhait de se rendre au Burkina Faso, le ministère des Affaires étrangères a pris toutes les dispositions nécessaires pour faciliter leur déplacement, les accompagner et les assister dans leurs démarches auprès des autorités burkinabè», conclut le communiqué.

S. N./APS

Nouveau bilan du glissement de terrain à Bir Mourad Rais

Un enfant de 10 ans succombe à ses blessures

Un enfant de 10 ans a succombé à ses blessures dans la nuit d'avant-hier à l'hôpital Mustapha-Pacha suite au glissement de terrain survenu au niveau du chantier de construction à la cité La Concorde, commune de Bir Mourad Rais (Alger), a indiqué le chargé de l'information auprès des services de la Protection civile de la wilaya d'Alger. L'enfant, âgé de 10 ans, qui a été évacué par les

éléments de la Protection civile après l'avoir retiré des décombres, a succombé à ses blessures dans la nuit de lundi à mardi à l'hôpital Mustapha-Pacha, a déclaré le lieutenant de la Protection civile, Khaled Bekhalfallah. L'enfant et un quadragénaire ont été retirés des décombres mais ce dernier se trouve également dans un état critique après avoir été orienté vers les services d'urgence de l'hôpital universitaire Mustapha-Pacha, a précisé le lieutenant, soulignant que l'accident survenu lundi soir vers 20h13m a entraîné 5 victimes âgés entre 3 ans et 45 ans (y compris l'enfant décédé). Trois parmi les victimes ont été transportées par les citoyens vers la clinique de Bir

Mourad Rais où elles ont reçu les soins nécessaires. Le responsable a affirmé qu'une équipe cynotechnique a été mobilisée en vue de poursuivre les opérations de recherche et de sauvetage, outre 10 ambulances. Le président de l'APC de Bir Mourad Rais a indiqué, dans une déclaration à la presse, que le promoteur est titulaire d'un permis de construire mais n'a pas respecté les mises en demeure qui lui ont été adressées concernant les mesures de prévention à l'effet d'éviter l'effondrement. L'incident a suscité la colère des citoyens du quartier qui ont mis le feu à deux engins et empêché l'intervention des éléments de la Protection civile.

Bahia R.

Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique

Un séisme de magnitude 3.9 enregistré à M'sila

Un séisme de magnitude de 3.9 sur l'échelle ouverte de Richter a eu lieu hier à 07h41 dans la wilaya de M'sila, a annoncé le Centre de recherche en astronomie astrophysique et

géophysique (Craag) dans un communiqué. L'épicentre du séisme a été localisé à 18 km au nord de Zarzour, dans la wilaya M'sila, a précisé la même source.

Yanis D.